



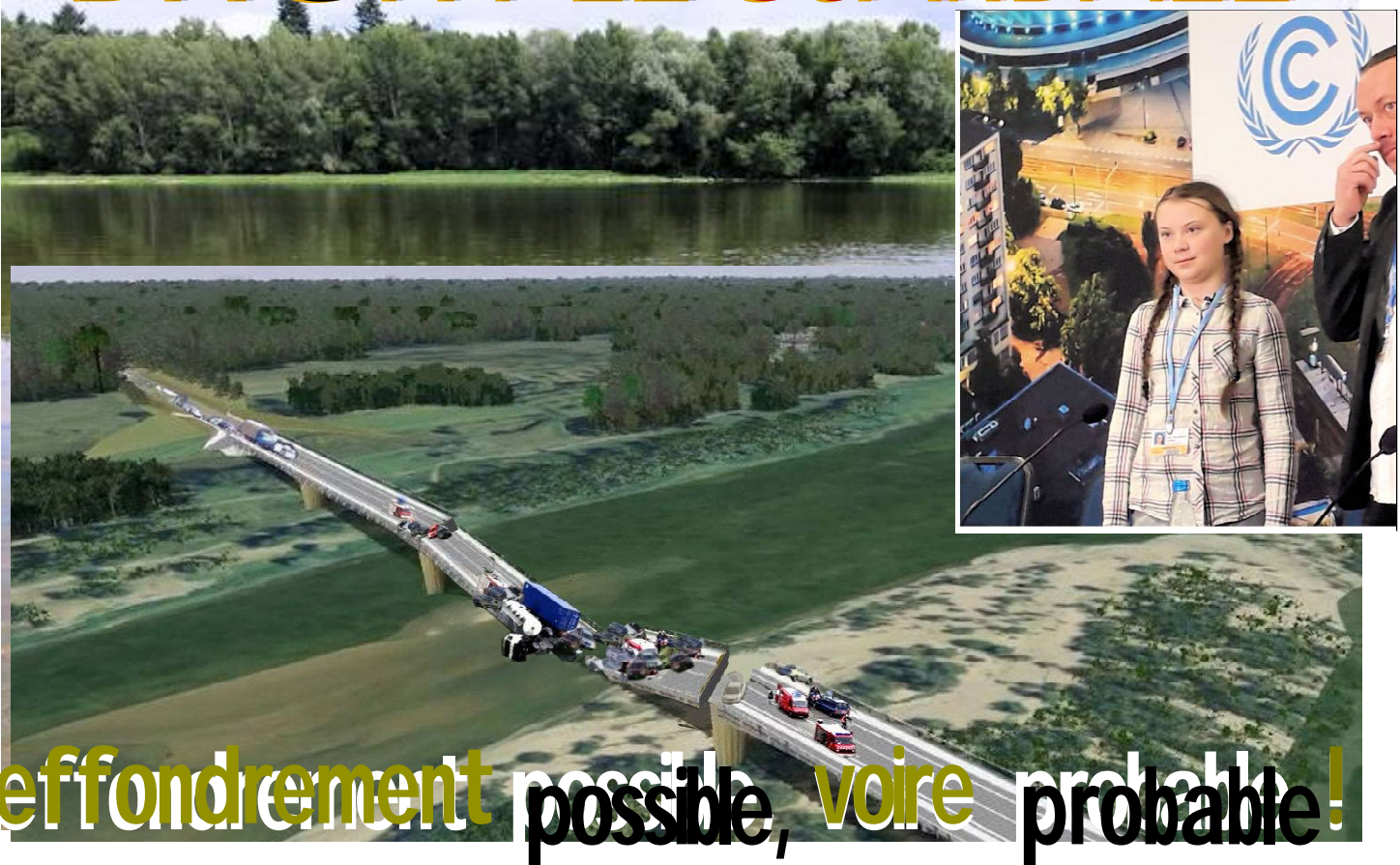
N° 139

Lettre du castor

Février 2019

TA D ÉFENDRE

BRGM LE SCANDALE



*La révélation que nous avons faite du rapport BRGM via France Bleue Orléans a déclenché une tempête dans l'assemblée départementale réunie en session. Avec scandaleuses menaces envers la radio qui avait dit la vérité. Une fois déterminés quelques éléments de langage, Marc Gaudet a entrepris d'enfumer l'opinion avec quelques mensonges et inepties désolantes. **Non, ça n'est pas la "totale transparence", mais le vide intersidéral !***

En substance : rien de caché ; on aurait pu s'en passer ; et la technique est magique, elle peut tout faire, (à bon compte ?) même le pire ! Tout a été fait pour traverser ici, pas question de changer. Il y a bien des recommandations du BRGM, mais ce n'est pas pour nous ! C'est donc totalement "à l'aveugle" que le projet sera confié à une entreprise qui coulera le béton des piles et des culées du pont dans un véritable "champ de bîmes"...

Ainsi, ils sont face à un projet qui cumule le pire : des impacts environnementaux et paysagers inacceptables + des risques mortels + des coûts démesurés + des nuisances accrues et disséminées + des bénéfices faibles et très surestimés. Alors que Beynac aujourd'hui, Sivens, Roybon et Notre-Dame-des-Landes hier, montrent que la vérité finit par s'imposer "in fine" face au déraisonnable. Après d'énormes gaspillages, comme ce sera le cas ici !

Eh, les sourdingues ! Jusqu'ici, c'étaient nous, les écolos, qui plaidions pour nos enfants. Voici que ce sont nos petits-enfants qui nous apostrophent avec sévérité : **comment osez-vous ne rien faire pour notre climat ?** C'est à vous, les institutions, que Greta Thunberg s'adresse pour fustiger votre "business as usual", votre coupable incapacité à changer de paradigme. **La jeunesse, derrière elle, se lève et vous condamne...**

Les pitoyables réfutations de Marc Gaudet

BRGM : le scandale fait des bîmes !

GRETA THUNBERG CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

- Page 2

- Page 3

- Page 4

Les pitoyables réfutations de Marc Gaudet



En préalable, disons que les divers reproches, incriminations et menaces de la part de certains conseillers départementaux et même du président, concernant cette radio, sont parfaitement indignes. Nous qui sommes assez peu pris au sérieux et respectés par certains médias, défendons malgré tout leur liberté d'information qui est un droit constitutionnel.

Ceci dit, nous sommes stupéfaits par les arguments simplistes invoqués en défense par le président du département :

- « Rien n'est caché... » : Certes, rien n'est plus caché... depuis nos révélations ! Mais le plan était bien de différer de trois ans la diffusion publique de ce rapport, au point que même les conseillers départementaux n'avaient jamais été informés de son existence. Si nous ne l'avions pas décelée, si nous n'avions pas exigé la fourniture du document (imposée par la Loi), et divulgué ses conclusions après avoir travaillé longuement sur leur valeur en tant que moyens juridiques pour fonder notre recours contentieux, les travaux du pont auraient pu commencer sans que les alertes du BRGM aient été suivies d'effet.

- « D'ailleurs, on n'était pas obligés de le faire... (le rapport BRGM) » : Stupéfiant ! Ainsi, il n'y aurait pas eu d'alerte, le maître d'ouvrage aurait (provisoirement) évité les ennuis, et les travaux du pont auraient pu commencer dans le mépris et le rejet des alertes des seuls opposants, puisque les institutions ont toujours raison. La politique de l'autruche, quoi !

Monsieur Gaudet oublie de préciser que ce n'est pas lui, mais le président Hugues Saury, qui a passé la commande au BRGM. Peu avant maire d'Olivet et personnellement riverain du Loiret, son inquiétude était notoire. Nous avons tenté de l'alerter directement comme nous avons alerté l'ASRL et l'APSL ; et il avait en vain interpellé publiquement Éric Doligé.

Par contre, Marc Gaudet confirme aussi par ces propos que les vérités et les sévères recommandations des experts du BRGM ont été jugées par lui-même superfétatoires ; que pour lui, ces expertises concernant les risques hydrogéologiques n'étaient indispensables (ou même utiles) ni pour l'enquête publique, ni pour le prononcé de la D.U.P. ; et qu'il n'avait jamais eu la moindre intention de les mettre en œuvre. Le verdict prédictif du BRGM reste donc pleinement valable.

- « Il existe toujours une technique... » Cette affirmation est d'une naïveté confondante ! Quel que soit le projet concerné, les ingénieurs ont besoin au préalable de connaître les conditions exactes des éléments déterminants du projet. Or le BRGM dénonce aussi le caractère extrêmement lacunaire des études préalables et de l'étude d'impact concernant ce sujet particulièrement complexe : « Les investigations réalisées essentiellement en 2004 et 2006 et présentées dans les documents consultés n'apportent pas de précisions sur les écoulements souterrains (Drains actifs ? Débits ?)... ».

Mais même une fois connues toutes ces conditions, à quel prix saurait-on "tout faire..." ? (" Comme des tours d'une centaine d'étages » improvise Marc Gaudet, qui a sans doute de hautes et riches ambitions sur Dubaï !) L'estimation annoncée par Eric Doligé en 2012, déjà sous-évaluée à l'époque, et à laquelle l'exécutif départemental s'agrippe encore désespérément en 2019, n'intègre indubitablement pas les surcoûts annoncés par le BRGM. (Lequel rappelle utilement les surcoûts des fondations des deux derniers ponts d'Orléans, pourtant construits dans des contextes géologiques largement moins défavorables !). Oui, nous affirmons sereinement que si les investigations et les sécurisations préconisées étaient toutes réalisées, le projet sortirait forcément à un montant compris entre 120 et 150 millions d'Euros. Sans pour autant apporter de garantie absolue.

L'étude du BRGM a, entre autres, pris en considération une proposition rajoutée en 2015 : une technique de pieux qui supprimerait miraculeusement les risques d'obturation des conduits karstiques. Mais n'en a d'évidence pas confirmé la validité dans ses conclusions, accablantes pour les études comme pour le projet.

- « Toutes les études ont été faites pour que le passage ait lieu à cet endroit. ». Dans la bouche de M. Gaudet, voici un aveu inattendu, après des années de dénégation ! C'est vrai, il n'est et il n'a jamais été envisagé une seule seconde de changer l'emplacement du franchissement. Pas plus que des alternatives. Effectivement, nous savons et nous affirmons depuis longtemps que ce tracé a été choisi " au doigt mouillé " en 1996 avant toute étude sérieuse, et qu'il a été, moyennant quelques gros trucages, maintenu contre vents et marées jusqu'à maintenant, dans le déni de la gravité des impacts environnementaux et des insurmontables aléas hydrauliques et hydrogéologiques.

C'est donc irrémédiablement et en toute connaissance de cause que le maître d'ouvrage affirme vouloir engager des travaux qui probablement subiront des graves dommages « remettant en cause non seulement la sécurité des biens et des personnes, mais aussi l'usage de l'infrastructure prévue. »

- Marc Gaudet conclut son plaidoyer en affirmant que le rapport BRGM sera remis à toutes les entreprises candidates à la consultation (pour une procédure de "conception-réalisation" exorbitante du Code des Marchés Publics et donc particulièrement susceptible de dérives) lancée récemment. Il "oublie" de dire que c'est MARDI EVAL qui, comme lors du PPP, a écrit aux entreprises candidates pour les mettre en garde, et qui les a informées de l'existence du rapport BRGM. Et qui leur a conseillé de la réclamer au CD45, lequel évidemment s'était bien gardé d'en parler ou de le joindre au dossier de candidature !

- Il justifie enfin une nouvelle fois le projet routier par le mensonge récurrent « Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel sont engorgés... ». Via Michelin sur internet permet de suivre en continu la densité du trafic : ce fameux prétendu " engorgement " des deux bourgs, dont il font une montagne et un prétexte, n'a pas de réalité. Les relevés suivis que nous avons publiés dans la Lettre du Castor N° 136 montrent des ralentissements très ordinaires et passagers, lors des pointes du matin et du soir : cinq minutes pour franchir le pont, beaucoup de banlieusards s'en contenteraient avec bonheur !

Après cette déclaration, non seulement nous n'avons rien à retirer à nos annonces, mais il n'y a plus aucun doute concernant les points sur lesquels elles auraient pu être mises en question.

BRGM : le scandale fait des bîmes

Plus ils s'indignent, plus c'est le signe qu'ils sont blessés par la vérité. Quand ce sont les résistants habituels désignés à la vindicte populaire qui la disent, ils arrivent encore à faire croire que nous ne sommes pas raisonnables. Avec l'aide d'une certaine presse monopolistique et "respectueuse".

Mais quand c'est un expert aussi indiscutable que le BRGM qui porte la cruelle parole de vérité, les dénégations des "responsables" s'enfoncent dans les bîmes des "éléments de langage" et s'y noient.

La publication du rapport du BRGM a porté un coup fatal à ce projet : on avait pu gonfler les besoins, escamoter les impacts environnementaux, minimiser les coûts, et parer une pauvre déviation de confort d'une prétendue « *raison impérative d'intérêt public majeur* ». Mais peut-on démentir la nullité des études préparatoires, et surtout s'affranchir de la prévision d'un effondrement « *possible, voire probable* » de l'élément essentiel du projet, le pont ???



Le projet de la déviation routière dite de Jargeau, avec son pont sur la Loire se révèle de plus en plus comme **l'oeuvre exemplaire du conseil départemental** et de ses petits notables du siècle dernier. Un remarquable exemple de tout ce qu'il ne faut surtout pas faire :

- S'obstiner pendant vingt ans à promettre et à tenter de réaliser un projet obsolète, répondant à des besoins surestimés, qui ne motive pas grand monde... Et y perdre toute sa crédibilité !
- Au lieu de changer de paradigme dans l'action publique, remplacer des prévisions démenties par la réalité par des justifications mensongères, afin de ne rien remettre en question.
- A une époque où tout le monde a pris conscience de la crise écologique, tenter de justifier des impacts environnementaux et paysagers inacceptables sur le plus précieux fleuve de France.
- En période de restrictions financières, privilégier l'inutile à des coûts démesurés à l'indispensable du point de vue social et économique. Et aux alternatives peu coûteuses tournées vers le futur.
- **Et maintenant, prétendre engager des travaux en dissimulant scandaleusement des risques de désordres mortels, liés à des contextes difficiles et très mal étudiés.**

Le comble, c'est que le CD45 se targue de transparence, promet des réunions d'information sur les travaux... Et commence à détruire en douce moyennant un protocole secret violant les obligations des arrêtés préfectoraux !

Mais avec toujours un petit décalage sur les évolutions de nos sociétés, le droit et la justice acceptent peu à peu de reconnaître que des institutions et des préfets qui les couvrent peuvent avoir tort face à des lanceurs d'alertes et autres résistants "va-nu-pieds". La vérité des militants arrive à se faire reconnaître et à s'imposer "*in fine*" face aux dérives institutionnelles et aux mensonges. Même si c'est souvent après d'énormes gaspillages financiers ou autres.

A **Beynac**, alors que le maître d'ouvrage tente de créer l'irréversible pour forcer les décisions de justice, le Conseil d'État réforme un jugement précédent fondé sur une *dénaturation des évaluations* de la biodiversité et des impacts sur elle... Et bloque ainsi la construction déjà avancée d'un pont. **Sivens** a été abandonnée après qu'il y ait eu une mort injuste. Comme par la suite pour **Notre Dame des Landes**, c'est tardivement que l'on finit par admettre que les besoins "justifiant" l'utilité publique étaient... largement surestimés. **Roybon** est bloqué par la justice, et Décathlon abandonné après une défaite judiciaire à Saint-Jean de Braye. Le doublement **L'autoroute A45** doublant Lyon-Saint Etienne est définitivement abandonnée : « *L'Etat privilégie les alternatives routières et ferroviaires à l'A45* », a indiqué la ministre Elisabeth Borne.

De plus en plus, les gens "ordinaires" expriment leur rejet, voire leur dégoût des politiques qui poussent ce type de projets pour "arranger" servilement les grands lobbies. **Même cela, les petits seigneurs encore "chefs" en Loiret ne veulent pas le voir. Leur réveil sera douloureux, très douloureux !**

GRETA THUNBERG, COLLÉGIENNE ET LANCEUSE DE GRÈVE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

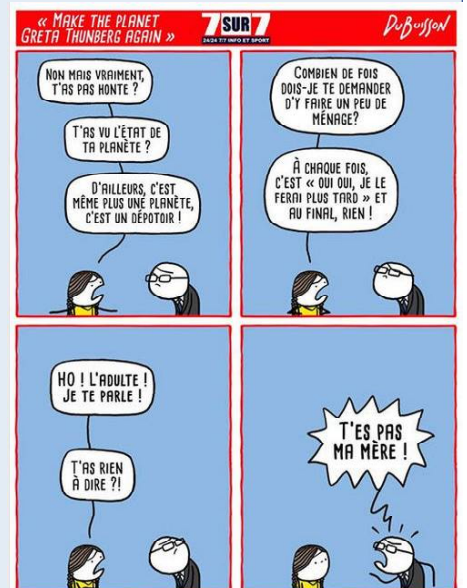
Le 4 décembre 2018, Greta Thunberg s'adresse à la COP24, le sommet des Nations unies sur les changements climatiques. Elle explique ainsi la gravité du problème :

« Ce que nous espérons atteindre par cette conférence est de comprendre que nous sommes en face d'une menace existentielle. Ceci est la crise la plus grave que l'humanité ait jamais subi. Nous devons en prendre conscience tout d'abord et faire aussi vite que possible quelque chose pour arrêter les émissions et essayer de sauver ce que nous pouvons. »

Lors de la dernière journée officielle, le 14 décembre, elle déclare à la tribune de la COP24 :

« Notre biosphère est sacrifiée pour que les riches des pays comme le mien puissent vivre dans le luxe. Ce sont les souffrances du plus grand nombre qui paient pour le luxe du plus petit nombre. Et si les solutions au sein du système sont impossibles à trouver, nous devrions peut-être changer le système lui-même. » !

Article de Reporterre: <https://reporterre.net/La-greve-pour-le-climat-s-epanouit-dans-les-rues-de-Paris>



LA DÉCLARATION COMPLÈTE DE GRETA THUNBERG À LA COP 24

Vous ne parlez d'une croissance économique verte et pérenne que par peur de devenir impopulaires. Vous ne faites que parler de progrès en partant des mêmes mauvaises idées qui nous ont conduites à la pagaille. Même quand la seule chose raisonnable à faire est de tirer la sonnette d'alarme. Vous n'êtes pas assez mûrs pour voir les choses en face. Même ce fardeau-là, vous nous le laissez à nous, les enfants.

Mais, je ne me soucie pas de ma popularité, je me soucie de la justice climatique et de la vie de notre planète. Notre civilisation est en train d'être sacrifiée pour garantir à un tout petit nombre de personnes de continuer à faire d'énormes profits. Notre biosphère est en train d'être sacrifiée afin que des personnes aisées dans un pays comme le mien puissent vivre luxueusement. Ce sont les souffrances d'un très grand nombre qui paient pour le luxe de quelques-uns.

En 2078, je fêterai mes 75 ans. Si j'ai des enfants, ils partageront peut-être ce jour avec moi. Peut-être me poseront-ils des questions sur vous. Peut-être me demanderont-ils : « Pourquoi vous n'avez rien fait quand il restait encore du temps pour agir ? ». Vous dites aimer vos enfants plus que tout au monde et vous leur volez pourtant leur avenir juste sous leurs yeux !

Si vous ne vous concentrez pas sur ce qui doit être fait, plutôt sur ce qui est politiquement faisable, il n'y a aucun espoir. On ne peut pas résoudre une crise sans la traiter comme une crise. Nous devons garder les énergies fossiles dans les sols et nous devons nous concentrer sur l'équité. Et ces solutions, au sein de ce système, sont tellement impossibles à atteindre, que nous devons peut-être changer le système lui-même.

Nous ne sommes pas venus ici pour supplier les dirigeants de ce monde de se préoccuper. Vous nous avez ignoré par le passé et allez continuer à le faire. Vous êtes arrivés à court d'excuses et nous sommes à court de temps. Si nous sommes là, c'est pour vous dire que le changement arrive que vous le vouliez ou non. Le véritable pouvoir appartient au peuple. Merci.



association MARDIÉVAL

Site internet : <http://le-castor-enerve.fr> Contact : le-castor-enerve@orange.fr
Blog naturaliste Loire & biodiversité : <http://www.loire-et-biodiversite.com/>
Balbuzards pêcheurs en direct : <http://www.balbucaam.fr/>

Membre de la fédération

